

16 mai 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'occasion de son investiture comme Président de la République, Paris, Palais de l'Élysée le 16 mai 2002.

Monsieur le Président du Conseil Constitutionnel,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs,

Les Françaises et les Français m'ont renouvelé leur confiance. Les devoirs que j'ai envers chacun d'eux seront constamment présents à mon esprit, aujourd'hui et pour les cinq années du mandat qu'ils m'ont donné.

Ce mandat, je l'aborde animé par l'esprit de service, avec le souci de faire vivre la République, une République enracinée dans nos coeurs, une République attentive à tous, ouverte, humaine, tolérante, qui réponde aux attentes et aux besoins de chacun de nos compatriotes.

Je mesure pleinement les exigences qui s'imposent à l'exercice de la fonction présidentielle, particulièrement dans la période actuelle.

En faisant échec à la tentation de l'extrémisme, les Français viennent de réaffirmer avec force l'attachement qu'ils portent à leurs institutions démocratiques, aux libertés publiques, à notre engagement européen, à notre vocation universelle.

La première exigence, c'est celle de la cohésion nationale. La nation française, forgée par l'histoire, constitue une communauté de valeurs et de destin. Elle reconnaît la diversité, s'enrichit des différences, revendique son pluralisme. Mais dans l'écoute et le respect de l'autre, elle a toujours su privilégier ce qui unit sur ce qui sépare.

Fidèle à l'idéal humaniste qui guide le peuple français depuis la proclamation des droits de l'homme et du citoyen, je veillerai à ce que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité inspirent constamment l'action de son gouvernement.

Cela signifie pour moi une solidarité renforcée. Une solidarité concrètement attentive aux difficultés de chaque Français. Une solidarité qui fasse reculer la précarité et qui redonne l'espoir à ceux qui l'ont perdu. Une solidarité soucieuse de la sauvegarde d'une protection sociale dont je suis le garant, pour la santé, pour la famille, pour les retraites.

Cela signifie aussi une confiance plus grande faite à nos compatriotes, par le plein exercice des libertés locales, le renouveau du dialogue social et l'accompagnement des forces vives de la nation.

Cela signifie le renforcement de l'égalité des chances, depuis l'école jusqu'à l'emploi, et l'égalité d'accès à la culture.

C'est enfin l'égalité des droits de tous partout en France. L'unité de la République s'impose à moi comme une exigence primordiale. La France doit mettre fin à des temps où les repères civiques se sont trouvés brouillés. Elle est une et indivisible. En tout point du territoire national, chaque Français a les mêmes droits fondamentaux et les mêmes devoirs, chaque Français participe d'un même peuple, chaque Français détient une parcelle de la souveraineté nationale. Le Président de la République est le gardien de cette unité. Elle doit être respectée dans ses règles comme dans ses symboles pour lesquels tant de nos compatriotes ont perdu la vie.

Pour que ces impératifs supérieurs de cohésion nationale et d'unité de la République soient respectés. L'autorité de l'Etat doit être réaffirmée. Elle le sera. C'est une exigence majeure de ce

respectés, l'économie de la France sera reconnue dans le monde et sera une garantie majeure de son quinquennat.

Le rétablissement de la sécurité des Français en dépend, c'est-à-dire leur liberté, leur égalité, leur tranquillité d'esprit, une meilleure qualité de vie permettant d'agir, d'entreprendre, de construire, de faire des projets, de s'engager. L'action est lancée. Je m'y attacherai personnellement.

En ces premières années du nouveau siècle, la France devra relever de nouveaux défis pour conforter sa place et son rang en Europe et dans le monde. Elle doit les aborder avec confiance.

Ses atouts sont nombreux. Notre pays peut et doit encore les développer.

Il est bien légitime que beaucoup de nos compatriotes ressentent inquiétude et parfois angoisse face aux mouvements du monde.

La mondialisation des économies est source d'échanges, de création de richesses, d'activité et d'emplois nouveaux. Mais elle détruit d'autres emplois. Elle conduit à une exploitation non raisonnée des ressources naturelles de la planète. En France et partout dans le monde, nombreux sont les femmes, les hommes, les enfants, parmi les plus vulnérables, qui voient s'accroître la précarité de leur situation. Dans l'ordre international comme sur le plan intérieur, ils attendent des gouvernements qu'ils agissent pour que la mondialisation se fasse au bénéfice de tous dans le respect de chacun. La mondialisation des économies doit impérativement s'accompagner d'une mondialisation de la solidarité. La France, fidèle à ses traditions, doit être au premier rang de ce combat. Elle doit être la nation de ce combat.

Notre pays a un rôle essentiel à jouer pour mobiliser la communauté internationale. Il saura agir pour réduire les incertitudes et l'instabilité d'un monde troublé par les conflits entre les peuples, par le sous-développement, par la violation des libertés et des droits fondamentaux, et par l'irruption de nouvelles formes de terrorisme, dont plusieurs de nos compatriotes, hélas ! viennent encore d'être victimes.

Pour contribuer à faire progresser l'organisation du monde, la France doit être forte, affirmer sa place et son rang. Elle doit avoir l'économie d'une grande nation. Elle doit soutenir un effort militaire digne de son influence et garant de sa sécurité. Elle doit s'engager avec détermination pour que l'Europe s'exprime avec force sur la scène internationale et qu'elle ait une présence et une volonté unies. La France, enfin, doit être à la hauteur des attentes de tant de peuples amis pour lesquels la francophonie est synonyme de liberté, de justice et de culture.

Les espoirs et les attentes de nos compatriotes sont immenses. Je veux y répondre.

Ils peuvent compter sur mon engagement au service de l'intérêt général, un intérêt général qui va bien au-delà de tous les intérêts particuliers, de tous les intérêts partisans.

C'est la conception que j'ai de ma fonction.

Et c'est le mandat que les Françaises et les Français de Métropole, d'Outre-mer et de l'étranger viennent de me confier. Je l'assumerai.

Vive la République !

Vive la France !